

DANS L'ACTUALITE du 8 au 9 avril 2015

Textes officiels

JORF n° 0083 du 9 avril 2015

Services départementaux d'incendie et de secours

[Arrêté du 20 mars 2015 portant classement des services départementaux d'incendie et de secours](#)

JORF n° 0082 du 8 avril 2015

« Les anciens arrêtés relatifs à l'aménagement commercial pris en application de la LME sont enfin abrogés »

[Arrêté du 27 mars 2015 portant abrogation de l'arrêté du 31 août 2009 pris pour l'application de l'article R. 752-3 du code de commerce et de l'arrêté du 13 novembre 2009 pris pour l'application des articles R. 751-13 et R. 751-17 du code de commerce](#)

[Arrêté du 27 mars 2015 portant abrogation de l'arrêté du 21 août 2009 fixant le contenu de la demande d'autorisation d'exploitation de certains magasins de commerce de détail](#)

[Pour aller plus loin : adden-leblog.com](http://www.adden-leblog.com)

JORF n° 0080 du 4 avril 2015

Les dispositions du présent arrêté sont applicables en l'absence de prescriptions des gestionnaires de voirie relatives à l'harmonisation des préenseignes dérogatoires

[Arrêté du 23 mars 2015 fixant certaines prescriptions d'harmonisation des préenseignes dérogatoires](#)

Projet de loi / Proposition de loi

Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques

- [Amendements](#) déposés sur le texte de la commission n° 371 (2014-2015)
- Compte rendu analytique des [7](#) et [8](#) avril 2015 ; discussion en séance publique les 9, 10, (éventuellement) 11, 13, 14, 15, 16, 17, (éventuellement) 18 avril et 6 mai 2015 - [scrutins publics](#)
- [Petite loi \(articles déjà examinés\)](#)

Source : dossier législatif du Sénat du 09/04/2015

Proposition de loi pour étendre les pouvoirs de police du maire de Paris

[Proposition de loi tendant à modifier le régime applicable à Paris en matière de pouvoirs de police, enregistré à la Présidence du Sénat le 1er avril 2015](#)

Circulaire

Taxe générale sur les activités polluantes

[Circulaire NOR FCPD1507178C du 3 avril 2015 relative à la taxe générale sur les activités polluantes](#)

Jurisprudence

L'article L. 480-12 du code de l'urbanisme réprimant le délit d'obstacle au droit de visite des constructions en matière d'urbanisme est conforme à la Constitution

[Décision n° 2015-464 QPC du 09 avril 2015 Marc A. \[Délit d'obstacle au droit de visite en matière d'urbanisme\]](#)

L'article L. 612-7 du code de la sécurité intérieure subordonnant à une condition de nationalité l'exercice d'activités privées de sécurité est conforme à la Constitution

[Décision n° 2015-463 QPC du 09 avril 2015 M. Kamel B. et autre \[Direction d'une entreprise exerçant des activités privées de sécurité - Condition de nationalité\]](#)

La délibération autorisant la signature d'une promesse unilatérale de vente n'est pas créatrice de droits

[CE 2 avril 2015 commune de Case-Pilote, req. n° 364539](#)

Une partie au contrat ne peut former un recours en annulation contre une mesure d'exécution

[CE 27 mars 2015 M. B., req. n° 372942](#)

Résiliation d'un contrat administratif par le cocontractant de l'administration

[CAA Nancy 2 avril 2015 société Grenke Location, req. n° 14NC01885](#)

Permis de construire et interprétation du règlement du plan local d'urbanisme

[CAA Bordeaux 19 mars 2015 commune de Toulouse, req. n° 13BX01929](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Projet d'ordonnance marchés publics : « compliqué » pour les acheteurs selon l'ancien directeur des affaires juridiques de Bercy

[Lors d'une webconférence organisée le 8 avril sur la réforme des marchés publics, l'ancien directeur des affaires juridiques du ministère de l'Economie et des Finances, Jérôme Grand d'Esnon, aujourd'hui avocat, a qualifié de « fausse bonne idée » l'unification des textes régissant la commande publique. « Cela va compliquer le travail des acheteurs », estime-t-il.](#)

Source : le Moniteur du 08/04/2015

Urbanisme

Didier Seban : « Des compétences transférées pour la prévention des inondations, mais sans les moyens financiers »

[Les intercommunalités se préparent à assumer la compétence « Gemapi » \(gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations\). Une mutation génératrice d'inquiétudes nombreuses, explique l'avocat Didier Seban, qui dénonce une culture du risque déficiente en France.](#)

Source : le Moniteur du 09/04/2015

Préenseignes dérogatoires : un arrêté harmonise la réglementation

[Un arrêté, publié au Journal officiel du 4 avril, harmonise les conditions d'implantation des préenseignes dérogatoires](#)

Source : localtis.info du 08/04/2015

Le rapport Duport propose une révolution tranquille dans les procédures d'aménagement et de construction

["Accélérer les projets de construction, simplifier les procédures environnementales, moderniser la participation du public" : tel est l'intitulé du rapport trois-en-un remis le 3 avril par le préfet Jean-Pierre Duport aux ministres de l'Ecologie et du Logement.](#)

Source : localtis.info du 08/04/2015

Environnement

Evaluation environnementale : des recommandations pour les maîtres d'ouvrage

[A l'occasion de la présentation de son rapport d'activité 2014 le 7 avril 2015, l'Autorité environnementale rattachée au ministère de l'Ecologie a fait le point sur les marges de progrès dont disposent les maîtres d'ouvrage pour évaluer l'impact environnemental de leur projet.](#)

Source : le Moniteur du 07/04/2015

Collectivités territoriales

Villes de France : développer l'intercommunalité sans "tuer" la commune

Villes de France (ex-Fédération des villes moyennes) redoute la mise en place d'intercommunalités qui s'occuperaient de tout, seraient élues selon des modalités rompant leur lien avec les communes et se verraient confier la dotation globale de fonctionnement. Dans un manifeste, l'association demande des assouplissements quant au fonctionnement des intercommunalités.

Source : localtis.info du 09/04/2015

Stationnement payant

D'une part, la garde des sceaux, ministre de la justice a présenté un projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-45 du 23 janvier 2015 relative à la commission du contentieux du stationnement payant et, d'autre part, le ministre des finances et des comptes publics a présenté une ordonnance relative à la gestion, au recouvrement et à la contestation du forfait de post-stationnement prévu à l'article L. 2333-87 du code général des collectivités territoriales.

Source : Compte rendu du Conseil des ministres du 8 avril 2015

Intercommunalité : les propositions des Villes de France pour « réformer la réforme »

Non au suffrage universel direct, assouplissement sur les périmètres des EPCI, droit de veto sur une éventuelle DGF territoriale : l'association des Villes de France publie un « manifeste » visant à rétablir le poids des villes-centres dans les intercommunalités.

Source : la gazette des communes du 08/04/2015

Presse

Pour Manuel Valls « les travaux publics, ce sont des emplois non délocalisables »

[Le premier ministre a annoncé ce mercredi de nouvelles mesures pour relancer l'économie et notamment soutenir les investissements dans les territoires. Certaines d'entre-elles visent directement les décideurs publics.](#)

Source : les Echos du 09/04/2015

Macron remonte au front pour défendre sa loi, en discussion au Sénat

[Confiance-investissement-emploi. Le ministre de l'Economie Emmanuel Macron a vanté son credo ce jeudi sur RTL alors que le Sénat a commencé à voter des articles de son projet de loi pour la croissance et l'activité.](#)

Source : le Parisien du 09/04/2015

La loi Macron ne changera rien à Marne-la-Vallée

[Des milliers de manifestants se rassembleront demain en France pour protester contre la loi Macron, actuellement étudiée au Sénat. Ce « projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques », a été passé en force par le gouvernement via l'article 49-3, mi-février.](#)

Source : le Parisien du 09/04/2015

Péages autoroutiers : « un accord sera signé » ce jeudi, annonce Macron

[Un accord entre l'Etat et les sociétés d'autoroutes sera signé dans les prochaines heures, a déclaré jeudi sur RTL le ministre français de l'Economie, Emmanuel Macron.](#)

Source : les Echos du 09/04/2015

VIDEO. Royal souhaite que «tous les taxis et les bus soient électriques en ville»

[Tarifs d'autoroute, lutte contre la pollution, circulation alternée, transition énergétique...dans un entretien exclusif au «Parisien» - «Aujourd'hui en France» à paraître jeudi, la ministre de l'Environnement, Ségolène Royal, défend sa méthode et ses projets.](#)

Source : le Parisien du 09/04/2015

L'investissement, nouveau totem de l'exécutif

Ce n'est pas une inflexion, ni même une révision et encore moins une révolution. Plutôt, en parfaite conformité avec la traditionnelle méthode hollandaise, une très légère correction. La réponse à la troisième gifle électorale reçue, en un an, par l'exécutif socialiste ne sera donc pas un remaniement – lequel n'interviendrait « pas immédiatement » et pourrait même attendre l'été, selon l'un de ses hauts responsables – ni un repositionnement.

Source : le Monde du 08/04/2015